



67^{ème} session de l'Assemblée générale

Réunion de haut niveau sur la lutte contre le terrorisme nucléaire

High-level meeting on countering nuclear terrorism

New York, le 28 septembre 2012

Déclaration du Conseiller fédéral M. Didier Burkhalter, Ministre des affaires étrangères suisse

Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

La Suisse salue l'initiative d'avoir organisé, comme cela avait été annoncé au Sommet de Séoul sur la sécurité nucléaire, une rencontre de haut niveau sur le renforcement du cadre juridique en matière de lutte contre le terrorisme nucléaire. Le terrorisme sous toutes ses formes demeure une menace sérieuse. Une menace à l'encontre de la sécurité des Etats, mais aussi à l'encontre de la sécurité humaine.

Les actes de terrorisme nucléaire constituent l'un des plus graves problèmes sécuritaires de la planète. Cette menace n'a heureusement jamais été concrétisée. Néanmoins, la simple possibilité d'un tel acte doit nous appeler à une très grande vigilance et à l'action. Car une attaque terroriste nucléaire serait une barbarie qui aurait, nous le savons tous, des conséquences catastrophiques du point de vue humain. Cette catastrophe humanitaire serait accompagnée d'un impact à long terme sur l'environnement et aurait des répercussions profondes sur l'économie mondiale et donc sur l'emploi et la prospérité de nos sociétés. Notre monde est suffisamment instable, nous ne devons pas permettre à une telle menace de se concrétiser. Nous devons tous afficher une détermination sans faille à prévenir le terrorisme nucléaire et à en éradiquer la menace.

J'aimerais brièvement évoquer les domaines dans lesquels nous devons concrètement renforcer notre action collective du point de vue de la Suisse:

Premièrement, il faut que d'avantage d'Etats adhèrent aux instruments clés du droit international. Nous devons viser une adhésion universelle à ces principes de droit contre la barbarie. La Suisse a adhéré à toutes les conventions existantes. Par ailleurs nous soutenons financièrement l'ONU et son Projet mondial de renforcement du régime juridique contre le terrorisme. Ce faisant, nous aidons d'autres Etats membres à adhérer également.

La Convention internationale de 2005 pour la répression des actes de terrorisme nucléaire a une importance toute particulière. Or seulement 79 Etats l'ont ratifiée à ce jour. C'est largement insuffisant. Quant à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et des installations nucléaires amendée en 2005, elle n'a même pas été ratifiée par tous les Etats ayant participé au Sommet de Séoul sur la sécurité nucléaire! La Suisse l'affirme sans ambages: il faut moins parler et plus agir. Il faut avoir le courage de l'action. Nous en appelons au leadership des dirigeants de tous les pays membres des Nations Unies, à commencer par les gouvernements représentés aujourd'hui: ratifions tous cette convention amendée qui constitue la pierre angulaire de la sécurité des matières nucléaires! C'est une priorité pour que notre monde, déjà suffisamment instable, puisse accroître sa sécurité dans un secteur essentiel.

Deuxièmement, nous devons mettre en œuvre aux niveaux national et international la Stratégie antiterroriste mondiale adoptée par l'Assemblée générale en 2006 ainsi que la résolution 1540 du Conseil de sécurité. Ces documents cadres donnent au renforcement des capacités l'importance qui lui est due. Ici aussi l'heure n'est plus à la discussion mais à l'action.

Troisièmement, l'élaboration d'autres instruments doit être envisagée dans la mesure où cela est possible et judicieux. Bien évidemment, nous pensons notamment au traité sur les matériaux fissiles, attendu depuis trop longtemps déjà. La Suisse redoublera d'efforts pour surmonter les problèmes qui ont empêché la Conférence sur le désarmement basée à Genève d'entamer les négociations. Nous avons besoin de votre engagement.

Quatrièmement, nous devons renforcer le rôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans le domaine de la sécurité nucléaire. Nous saluons le projet de l'agence d'organiser l'année prochaine une conférence sur le renforcement des efforts mondiaux en matière de sécurité nucléaire. Nous encourageons tous les Etats membres de l'agence à participer activement à cet événement important, qui permettra de discuter de la façon dont l'agence et d'autres organisations internationales peuvent mieux aider les Etats dans ce domaine.

Cinquièmement enfin, la Suisse veut souligner, comme elle l'a déjà fait à Séoul, le lien existant entre sécurité nucléaire et désarmement nucléaire. Le meilleur moyen d'améliorer réellement la sécurité nucléaire et de prévenir les actes de terrorisme nucléaire est de prendre le problème à la racine. Réduire le nombre de têtes nucléaires ainsi que la quantité de matériel fissile produit et stocké à des fins d'armement, et placer ce type de matériel sous la surveillance de l'agence lorsqu'il n'est plus nécessaire, ce sont les points clés d'une stratégie globale de prévention du terrorisme nucléaire et d'éradication de cette menace.

La communauté internationale doit se montrer unie et volontaire dans cette lutte et entamer des négociations multilatérales.

Mesdames et Messieurs,

Nous avons tout en main pour remplir au mieux ce devoir, un devoir moral, il est temps d'agir.

Je vous remercie.

Mr. Secretary-General,
Excellencies,
Ladies and gentlemen,

Switzerland welcomes the initiative to convene a high-level meeting on strengthening the legal framework of countering nuclear terrorism, as announced at the Seoul Nuclear Security Summit. This event is timely, since terrorism in all its manifestations remains a serious threat, a threat to the security of States, but also a threat to human security.

Acts of nuclear terrorism constitute one of the most serious security concerns for our planet. This threat has fortunately not materialized so far. Nevertheless the mere possibility of such an act calls for great vigilance and further action. A nuclear terrorist attack would be an act of utmost barbarity with, as we all know, catastrophic consequences from a humanitarian point of view. Such a humanitarian disaster would be further exacerbated by a long-lasting impact on the environment and also have profound consequences on the global economy and therefore on employment and prosperity of our societies. Our world is already sufficiently unstable; we cannot allow such a threat to materialize. We must therefore reaffirm our commitment to prevent and suppress nuclear terrorism. Let me briefly highlight, from a Swiss point of view, the areas where we need to reinforce our collective action.

First, we need more rigorous efforts to achieve universal adherence to the key international legal instruments to fight against the barbarian act of nuclear terrorism. Switzerland is a party to all existing conventions and, by providing financial support to the UNODC Global Project on Strengthening the Legal Regime against Terrorism, we help and assist other Member States to accede to them. In particular, Switzerland wishes to highlight the importance of the 2005 Convention on the Suppression of Acts of Nuclear Terrorism (ICSANT), which has only been ratified by 79 States so far. This is by far insufficient.

Another important instrument is the 2005 Amendment to the Convention on Physical Protection of Nuclear Material (CPPNM), which has not even been ratified by all States that participated in the Seoul Nuclear Security Summit. We strongly believe that more action and less discussion is needed in this regard. We urge all those States Parties to the Convention that have not yet ratified the Amendment to do so urgently. The CPPNM is a cornerstone for the security of nuclear material and thus, a priority for our already enough unstable world.

Second, we must fully implement at the national and international levels the Global Counter-Terrorism Strategy adopted by the General Assembly in 2006, as well as Security Council resolution 1540. These guiding documents give much needed prominence to the strengthening of capacity building. Here again, the moment has come for more action and less discussion.

Third, where appropriate and feasible, additional instruments should be considered. The most obvious and long overdue one would be a Fissile Material Treaty. Switzerland will redouble its efforts to help overcome the impasse which has prevented the Conference on Disarmament in Geneva from starting such negotiations. To be successful, we need your commitment.

Fourth, we need to strengthen the role of the IAEA in the area of nuclear security. We welcome the announcement by the Agency that it will organize a Conference on Enhancing Global Efforts of Nuclear Security next year. We encourage all Member States of the IAEA to participate actively in this important event which will provide a forum for the consideration of how the IAEA and other international organizations can best assist States on the issue of nuclear security.

Fifth and finally, Switzerland wants to reemphasize, as it has already done in Seoul, the link between nuclear security and nuclear disarmament. The best way to effectively improve nuclear security and

prevent acts of nuclear terrorism is to tackle the problem at its source. Reducing the number of nuclear warheads, as well as fissile material produced and stockpiled for weapons purposes, and placing them under IAEA safeguards once such material is no longer required for weapons purposes, are therefore key aspects of a comprehensive strategy to prevent and suppress nuclear terrorism. The international community must act together and demonstrate its commitment to the battle against terrorism through multilateral negotiations on these issues.

Ladies and Gentlemen,

All the assets to fulfill this task are in our hands, let us act now and fulfill our moral obligation.

Thank you.